

vue que pour les besoins d'une spéculation malheureuse de terrains.

La promesse d'un chemin de Certe à Marseille n'aurait été faite que par *quelqu'un* qui n'avait pas le droit de la faire. La Compagnie de Lyon n'aurait sollicité, ni consenti aucune transaction pour écarter la concurrence de la Compagnie du Midi.

Elle ne serait point tenue, enfin, d'établir une gare nouvelle à la Joliette, au point d'arrivée de l'embranchement de l'Estaque.

Avant d'aborder la discussion des points que nous venons d'indiquer, commençons par nous disculper d'une grosse erreur de géographie que le Temps, après le Français, nous attribue bien mal à propos.

On prétend que nous aurions placé l'embranchement de l'Estaque à l'issue du souterrain de la Nerthe, du côté de Paris, parce que nous avons dit que l'embranchement de l'Estaque pourrait permettre d'éviter le souterrain de la Nerthe.

Nous connaissons parfaitement la situation de l'Estaque, et nous maintenons que le choix de ce point pour l'embranchement en question — d'accord en cela avec la commission législative — est, en effet, le seul moyen de créer, au profit de Marseille, une *issue nouvelle, indépendante du souterrain de la Nerthe*, dont l'obstruction accidentelle entraînerait l'interruption de toute communication de ce grand port avec le reste de la France.

De l'Estaque, on pourra effectivement éviter ce souterrain, et se diriger, soit sur la ligne du Midi à Certe ou à Montpellier, soit sur Aix par un chemin que la Compagnie de la Méditerranée s'est engagée à construire.

Ce reproche étant écarté, que notre honorable contradicteur ne s'offense pas si, à notre tour, nous trouvons que, à la manière dont il retrace les faits, il nous semble avoir adopté la méthode libre du père Lorient pour retracer l'histoire de la France moderne sous la Restauration.

Suivant ce révérend père, l'empereur Napoléon I^{er} n'était que le *général Buonaparte*, chargé du commandement des armées de Louis XVIII.

De même, pour le défenseur de la Compagnie de Lyon, l'empereur Napoléon III, n'aurait pas été le *chef de l'Etat* pendant son règne, mais bien *quelqu'un* (sic) n'ayant aucun droit de se mêler des négociations qui précèdent toujours les concessions de chemins de fer, et dont les promesses, par conséquent, devaient être tenues pour nulles et non avenues.

Abstraction faite de toute opinion politique, un pareil langage paraît surprenant sous la plume du représentant d'un conseil d'administration qui compte, dans son sein, d'anciens ministres de l'empire et le dernier président du Corps législatif.

M. Thiers lui-même, qui est parfaitement libre vis-à-vis de l'ancien gouvernement, auquel il a toujours fait une vive opposition, serait assurément le dernier à méconnaître les droits de l'histoire.

Toujours est-il que, de l'aveu même de notre contradicteur, des promesses formelles ont été faites, au nom du gouvernement, par celui qui était alors le chef de l'Etat, au sujet du chemin du littoral, et que ces promesses ont été faites, non seulement à la Compagnie du Midi, non seulement aux Compagnies qui, comme celles du Crédit mobilier et de l'Immobilière, avaient été chargées de préparer, à Marseille, l'arrivée de ce chemin, ainsi que les accès d'une gare sur l'emplacement des nouveaux ports, mais encore aux représentants de vingt départements venus en députation à Paris pour solliciter l'exécution de ce projet.

C'est ainsi, et cela n'est pas assez connu, que la Compagnie Immobilière s'est laissée entraîner dans une voie qui lui a été si fatale.

Que devaient les offres brillantes faites par la Compagnie de la Méditerranée, ces promesses aient été retirées, nul ne saurait le nier.

On ne pourrait nier davantage, sans fermer les yeux à la lumière, qu'il ne soit intervenu une transaction entre la Compagnie de la Méditerranée et les compagnies évincées.

Sur cette question, nous nous bornons à renvoyer le lecteur du Temps à la lecture de la convention législative conclue, le 17 mai 1866, entre la Compagnie du Midi et celle de la Méditerranée, avec le préambule suivant :

« Le gouvernement n'ayant pas jugé qu'il y eût lieu d'autoriser la construction du chemin de fer direct de Certe à Marseille, par le littoral, stipule vis-à-vis de la Compagnie de la Méditerranée les obligations suivantes : »

Il y verra l'engagement pris par cette dernière Compagnie de prolonger sa ligne, par l'embranchement de l'Estaque, à la Joliette; il y verra la clause de l'organisation facultative, pour la Compagnie du Midi, de trains directs de voyageurs et de marchandises de Bordeaux et des principales villes du midi au port de Marseille et réciproquement, avec des tarifs réduits; et y constatera, enfin, la concession d'une gare spéciale sur le port de Marseille, à l'usage de la Compagnie du Midi, gare dont la Compagnie de la Méditerranée a empêché la construction, en n'exécutant pas l'embranchement de l'Estaque.

Cet embranchement aurait dû être terminé depuis l'année 1865, ainsi que l'indique le paragraphe suivant du rapport de la commission :

« La commission, reconnaissant toute l'importance de cet embranchement, avait fait un amendement tendant à ce qu'il fût exécuté en trois ans au lieu de huit ans; mais les commissaires du gouvernement sont venus nous déclarer que l'administration, d'accord avec la Compagnie, avait décidé que cet embranchement devrait être achevé un an après la livraison des terrains sur lesquels il doit être construit. »

Ce point de fait nous semble suffisamment éclairci.

On le voit, le gouvernement avait placé involontairement une grande Compagnie dans une position périlleuse, et il comprenait le devoir qui s'imposait à lui d'offrir à cette Compagnie un dédommement

effectif, une compensation réelle. Il avait encore le devoir de donner satisfaction aux intérêts publics que représentait la ville de Marseille.

Mais le caractère d'utilité des grands travaux exécutés à Marseille n'est pas même admis par la Compagnie de la Méditerranée, qui se prend à regretter la vieille ville de Marseille et son unique port; qui s'attendrit sur l'enlèvement d'une montagne dont les débris ont servi à conquérir les terrains sur lesquels sont établis les nouveaux ports. Ces ports eux-mêmes ne trouvent pas grâce devant cette Compagnie; elle les déclare mal faits, mal placés, et n'épargne, à ce sujet, aucune critique à l'administration qui en a conçu et réalisé le plan.

Ces critiques n'ont d'autre but que de justifier la prétention de la Compagnie de ne faire aucun établissement à l'arrivée de sa ligne prolongée jusqu'à Marseille.

Elle excipe, pour cela, de l'absence dans la loi de toute convention, de toute stipulation à cet égard.

Mais en même temps que cette prétention est formulée, l'auteur de l'article du Temps prononce lui-même sa condamnation, en citant textuellement la phrase suivante, du rapporteur de la loi :

« LES GARES EN GÉNÉRAL NE SONT PAS DÉTERMINÉES PAR LES CONVENTIONS. »

On se borne, en effet, dans la loi, à désigner d'une manière générale les points d'arrivée, et l'administration des travaux publics reste, en dernier ressort, le juge suprême des projets de gare que les Compagnies sont tenues de lui soumettre.

C'est donc à l'administration seule qu'il appartient aujourd'hui d'apprécier les dispositions proposées par la Compagnie de la Méditerranée.

On peut dès lors supposer la manière dont cette question sera résolue, probablement dans le cas qui nous occupe.

A l'Estaque, point de bifurcation sur la ligne de la Méditerranée, il y aura deux branches : l'une continuant à se diriger vers la gare de Saint-Charles, devenue aujourd'hui la gare du chemin de l'Italie; l'autre se dirigeant sur les nouveaux ports, à la Joliette.

N'est-il pas permis, dans cette hypothèse qui sera bientôt une réalité, grâce à l'énergie du gouvernement, de demander ce que deviendront les trains qui prendront cette dernière direction; de quelle manière ils seront repus à leur arrivée; Comment s'opérera le déchargement des wagons; Où seront enfin déposées les marchandises jusqu'au moment de leur enlèvement?

Pareilles questions devront être posées à l'égard des marchandises expédiées de Marseille par la même voie.

Les wagons, une fois descendus à la Joliette, seront-ils remontés à la gare Saint-Charles pour y être déchargés?

A quoi servirait alors l'embranchement nouveau, et que vaudraient les assurances du rapporteur de la loi, imprudemment rappelées par le Temps?

« L'embranchement de l'Estaque à la gare maritime du port de la Joliette, dit M. le comte Lebon, tout en raccourcissant encore, de 5 kilomètres, la distance de Certe à Marseille, facilitera le transport des marchandises déchargées du port de la Joliette dans la gare maritime sur la ligne principale; ce qui permet de tracer d'éviter la gare de Marseille et la rampe de 28 millimètres de la ligne qui met en communication la gare maritime avec celle qui est située dans le bout de la ville. »

La passion semble évidemment avoir obliéré le jugement de nos adversaires, à tel point qu'ils nous fournissent eux-mêmes les armes victorieuses pour les combattre.

Reste enfin l'accusation de spéculation lancée à l'adresse de cette pauvre Compagnie Immobilière, victime innocente, sacrifiée aux querelles de deux puissantes compagnies de chemin de fer!

Il est une chose à laquelle on ne pourra pas se soustraire; il faut bien en prendre son parti : c'est à l'impossibilité de placer la gare du nouvel embranchement ailleurs que sur les terrains de la Compagnie Immobilière; c'est en raison de cette nécessité que l'acquisition de ces terrains avait été faite, dans l'intérêt du Midi.

Mais, d'après ce qu'on nous affirme, la dépense que nécessiteraient ces terrains serait loin de s'élever à 25 millions, comme le prétend la Compagnie de Lyon; elle atteindrait à peine, nous assure-t-on, la moitié de cette somme, car la Compagnie Immobilière se déclare prête à livrer ceux qui seront nécessaires au prix coûtant, sans autre augmentation que celle des intérêts.

Nous le demandons, y a-t-il, dans de semblables prétentions, la trace d'une spéculation quelconque, et, tout au contraire, la Compagnie Immobilière ne serait-elle pas, à son tour, fondée à voir une tentative d'intimidation regrettable dans l'expropriation dont elle est menacée à Marseille, par suite du zèle dangereux de certains amis imprudents?

Est-il nécessaire d'ajouter que nous tenons la Compagnie de la Méditerranée pour étrangère à de pareils actes; pour l'honneur de ceux de qui ils émanent, nous aimons à croire qu'ils ne peuvent avoir qu'un caractère cominoatoire.

Désireux de terminer cette longue discussion, nous ne pouvons laisser ignorer que l'une des personnes auprès desquelles nous avons été puiser une grande partie de nos renseignements, est d'autant plus autorisée à émettre une opinion dans le cas spécial, que c'est elle qui, en 1846, comme l'un des directeurs du Chemin de Lyon, a fait dresser les plans de la gare de ce chemin à Paris. C'est encore sous l'influence directe de la même personne, qu'il est acquis tous les terrains des gares de Bercy et de Paris, dont l'étendue paraissait alors trop considérable, et qui sont insuffisants aujourd'hui; ces acquisitions comprenaient en outre des terrains situés aux abords de la Bastille; et qui ont été rendus inutiles par l'opposition aveugle d'une partie du conseil d'administration, à ce que ce chemin pénétrât si avant dans Paris.

Cette même personne a été enfin, en 1849, appelée seule à consentir, pour la

ville de Lyon, la construction des trois gares actuelles de Vaise, de Perrache et de la Guillotière.

Si chacun de ces quartiers, à Lyon, a pu obtenir la construction d'une gare importante, d'une gare de premier ordre, le port de Marseille, n'aurait-il pas quelque droit à être traité de la même manière, pour peu que les Marseillais voulussent se prévaloir du bénéfice de la loi du 11 juin 1863.

L. DU BOURGNEUF.

Ouverture du Parlement anglais

DISCOURS DE LA REINE

Londres, 6 février.

Mylords et messieurs,

Je profite personnellement de l'occasion qui m'est offerte par votre réunion, dans le but de vous acquiescer de vos importants devoirs, pour exprimer ici ma reconnaissance vis-à-vis du Tout-Puissant, qui a délégué mon cher fils, le prince de Galles, menacé par le danger le plus imminent, l'exprime aussi ma vive reconnaissance de la sympathie profonde et universelle manifestée par mon peuple fidèle pendant la période d'anxiété et d'épreuve. Je propose que le mardi, 27 courant, conformément au bon et convenable usage des anciens jours, la bénédiction ainsi octroyée soit l'objet des actions de grâces de la nation, en une cérémonie qui aura lieu dans la cathédrale métropolitaine. J'espère et je désire assister à cette manifestation religieuse. Des ordres ont été donnés pour pourvoir aux arrangements nécessaires afin de bien placer les membres des deux chambres du Parlement.

Les assurances d'amitié que je reçois des puissances étrangères continuent d'être satisfaisantes sous tous les rapports. J'ai à peine besoin de vous assurer que mes efforts, en tous temps, tendront fermement au maintien de ces relations amicales.

La traite des noirs et les pratiques (à peine susceptibles d'être désignées) avec le commerce des esclaves, encore poursuivies dans plus d'une région du monde, continuent d'être toujours l'attention de mon gouvernement sur les îles de la mer du Sud. Le nom de royaume britannique est encore, à cette heure, déshonoré par la participation de certains de nos sujets à ces criminelles pratiques; dans l'un de ces cas, le meurtre d'un prêtre exemplaire a jeté une nouvelle lumière sur quelques-uns de leurs sinistres conséquences. Un bill vous sera présenté dans le but de faciliter le jugement de délits de cette nature dans l'Australie. Il sera fait des efforts pour augmenter, sous d'autres formes, les moyens de répression.

Diverses communications ont été échangées entre mon gouvernement et le gouvernement français au sujet du traité de commerce conclu en 1860. Par suite d'une divergence de vues respectivement adoptées à l'égard de la valeur des lois de protection, cette correspondance n'a abouti à aucun accord pour la modification de cette importante convention. De part et d'autre, cependant, il a été uniformément proclamé un vif désir qu'il ne survienne rien de nature à atténuer la cordialité qui a longtemps existé entre les deux nations. Les papiers ayant trait à ces questions vous seront soumis.

Les arbitres, nommés en vertu du traité de Washington pour liquider à l'amiable certaines créances connues sous le nom de : *Créances de l'Alabama*, ont tenu leur première réunion à Genève.

Des mémoires ont été soumis aux arbitres dans l'intérêt de chaque partie intervenant au traité. Dans le mémoire ainsi soumis dans l'intérêt des Etats-Unis, ont figuré de larges créances; ce n'est pas mon avis que ces créances soient du ressort des arbitres. A cet égard, j'ai fait faire au gouvernement des Etats-Unis une communication amicale.

L'empereur d'Allemagne s'est chargé de l'arbitrage de l'affaire des frontières maritimes du San Juan, et les mémoires des deux gouvernements ont été soumis à Sa Majesté impériale. La session à Washington a été nommée; elle siégera en ce moment. Les dispositions du traité qui rend nécessaire le consentement du Parlement du Canada attendent la réunion de ce corps.

Passant maintenant aux affaires intérieures, je viens vous apprendre, qu'à quelques exceptions près, l'Irlande n'a pas été le théâtre de violences criminelles. Le commerce, dans cette partie du Royaume-Uni, est actif, et les progrès obtenus dans l'industrie agricole sont remarquables.

Je suis heureuse de pouvoir vous féliciter, autant que l'expérience permet d'asseoir un jugement, de la diminution perceptible qui s'est opérée dans le nombre de crimes les plus graves et dans celui des criminels récidivistes du Royaume-Uni.

Messieurs de la chambre des communes. Les principaux budgets du prochain exercice ont été préparés; ils vous seront soumis immédiatement. J'ose espérer que vous les trouverez parfaitement en harmonie avec les besoins du pays. L'état du revenu offre de favorables indices relativement à la demande du travail et à la condition générale du peuple; indices que corrobore la décroissance considérable qui s'est manifestée dans le paupérisme.

Mylords et Messieurs,

Votre attention sera appelée sur différentes mesures d'intérêt national. Au nombre de ces mesures sont les bills pour améliorer l'éducation publique en Ecosse, pour réglementer les travaux des mines, pour amender la législation généralement désignée sous le nom d'actes des licences, et le projet relatif aux cours supérieures de justice et d'appel; et surtout le bill ayant pour principal objet l'établissement du scrutin secret.

Vous aurez en outre à vous occuper de la mesure relative aux coupables manœuvres en matière électorale parlementaire, projet qui vous sera immédiatement présenté.

Diverses mesures touchant les réformes administratives pour l'Irlande vous seront également soumises.

Comme il a été dit, le rapport sur la commission sanitaire vous a été soumis. Mylords et Messieurs, j'insiste sur la nécessité de donner tous vos soins à l'œuvre que les exigences de la société moderne nous imposent. Je m'appuie toujours sur l'aide de la divine Providence et sur la loyauté de mon peuple, sur votre énergie et sur la loyauté de mon peuple, afin que vous puissiez accomplir la mission qui lui est confiée et qu'elle sauvegarde l'honneur de l'empire britannique.

LETTRES DE VERSAILLES

6 février.

La discussion générale sur la proposition présentée par M. de Trévenne et ses amis était encore à l'ordre du jour de la séance. Vous savez qu'elle prévoit le cas où l'Assemblée serait dissoute par un coup d'Etat ou de

révolution et qu'elle remet le salut du pays et la sauvegarde des lois aux conseils généraux qui se rassembleraient, sans convocation spéciale, à chaque chef-lieu de département.

Une telle question soulève le problème de la décentralisation politique, du gouvernement légal et de la révolution. C'est un terrain préparé d'avance pour la lutte des divers systèmes qui prétendent régénérer la France, où la monarchie a beau jeu pour condamner toutes les expériences avortées dont le mouvement de 1789 a été l'origine, la république démocratique pour répondre aux accusations qu'on lui jette, et montrer la réaction comme la cause première de toutes les révolutions qui ont suspendu ou compromis l'expérience du gouvernement de tous par tous.

Le discours de M. Baragnon, amené par une interruption presque inévitable d'un membre du gouvernement du 4 septembre, avait déjà porté la discussion dans le domaine brûlant de généralités et d'applications aux circonstances actuelles.

La décentralisation est aujourd'hui une nécessité trop évidente, trop démontrée par les maux de notre histoire pour qu'aucun parti puisse et ose en contester l'expérience, renfermée dans les limites qui n'empêteraient pas l'intégrité de l'unité nationale, condition d'existence plus inaliénable pour la France que pour aucune autre nation européenne. Mais, en dépit et au delà de ces limites, on rencontre les mêmes différences que Pascal a peintes d'un mot, en prenant pour exemple les Pyrénées :

« Vérité de ce côté des Pyrénées, erreur de l'autre. »

C'est là ce que l'honorable M. Bethmont, dans un discours dont je recommande la lecture à vos lecteurs, a parfaitement mis en lumière, avec une précision de termes et une sagesse de vues qu'on ne saurait trop apprécier. Il a montré que les conseils généraux, inspirés par leur patriotisme, pourraient, en surmontant les résistances partielles et efficaces aux usurpations préfectorales qui sont la conséquence inévitable des coups d'Etat; mais que leur donner un pouvoir supérieur, celui de suppléer la vacance de la souveraineté, en élevant un parlement supplémentaire, ce serait risquer d'éveiller les susceptibilités et les prétentions provinciales, et peut-être donner au fédéralisme, cette maladie mortelle pour la France, l'occasion de naître et de se développer sous le couvert des institutions légales.

TRAVAUX PARLEMENTAIRES

PROJET SOUBEYRAN

La sous-commission du budget s'est réunie pour examiner de nouveau la proposition Soubeyrain, ainsi que divers amendements présentés sur cette proposition.

Elle devait entendre le syndic des agents de change de Paris, M. Ferdinand Moreau, député de la Seine, et plusieurs financiers, au nombre desquels on cite M. A. de Rothschild, afin de connaître leurs appréciations sur les chances de succès que pouvait offrir telle ou telle combinaison, non-seulement en France, mais aussi à l'étranger.

On est fort préoccupé de savoir si les titres d'un emprunt compliqué d'une sorte de loterie pourraient être négociés dans les Bourses étrangères; et, au cas contraire, si les étrangers seraient disposés à souscrire à ces titres, en ayant en vue la faculté de les négocier sur la place de Paris. Toute cette étude demande quelques recherches.

On ne peut donc point s'attendre que l'Assemblée, malgré son désir bien certain de donner une prompt satisfaction à l'impatience du public, ait besoin de quelques jours pour adopter une résolution avec une entière maturité.

L'AFFAIRE DU GÉNÉRAL SUZANNE

Nous avons parlé hier d'un incident survenu au sein de la commission chargée d'examiner les marchés passés en Angleterre par le ministre de la guerre, pour le gouvernement de la défense nationale, à propos d'une lettre adressée par le général Suzanne au duc d'Audiffret-Pasquier, président de ladite commission.

La lettre du général Suzanne était une réponse — contenant des expressions quelque peu vives contre l'honorable M. Léon Riant, rapporteur de la commission à la partie du rapport concernant les marchés passés en Angleterre, et dans les séances des 8 et 9 septembre 1871, ont été entendues les personnes qui ont pris part aux marchés, soit comme administrateurs, soit comme fournisseurs.

Ces procès-verbaux ont été distribués récemment aux députés.

M. Thiers et le général de Cissey, ministre de la guerre, sont restés cette après-midi dans le sein de la commission des marchés.

Le chef du pouvoir exécutif n'a pas dit, dit-on, que la lettre du général Suzanne, ainsi qu'un rapport qui l'accompagnait, laissaient à désirer, quant à la forme. Toutefois, il s'est borné à excuser le général Suzanne, en disant qu'il n'avait jamais eu la pensée d'être malveillant à l'égard de la commission.

Le bruit s'étant répandu ce matin qu'à la suite d'une conférence avec le président de la République, le général Suzanne était disposé à retirer sa lettre, on s'attendait à ce que le différend fût complètement vidé.

Les explications fournies par le chef du pouvoir exécutif n'ont nullement paru satisfaire les membres de la commission des marchés. On aurait demandé à M. Thiers de révoquer le général Suzanne, mais le chef du pouvoir exécutif aurait répondu qu'il ne pouvait point se séparer d'un collaborateur au talent et à l'honorabilité quel qu'il soit.

Demain, la commission des marchés se réunira à nouveau. On assure qu'elle discutera la question de savoir si le conflit doit être porté à la connaissance de l'Assemblée nationale. Dans le cas de l'affirmative, on examinera également si l'on n'aurait pas lieu de proposer à la Chambre un ordre du jour.

REVUE DES JOURNAUX

Le Journal de Paris entreprend de justifier la résolution prise par l'Assemblée de rester à Versailles. La faute, il va sans dire, en est, selon notre confrère, à la République; c'est Paris cessera d'être misérable quand il cessera d'être républicain... Paris ne peut cesser d'être la capitale de la France, mais il ne sera jamais la capitale de la République française, etc. Nous nous y attendions; mais ce qui nous surprend, ce sont les griefs du Journal de Paris contre la République. L'idée qu'il se fait de cette forme de gouvernement, pour le moins, de 93.

On ne calomnie pas la République en disant qu'elle manque absolument d'autorité et de stabilité. C'est le régime du scepticisme par excellence; on ne croit guère en soi et pas du tout aux autres; on ne croit ni à la conscience publique, ni au gouvernement, ni aux lois; on ne croit même pas aux gendarmes. Chaque heure qui passe est une menace, et tout lendemain est un problème. La République a la triste privation de plaire spécialement aux déclassés. Ils l'aiment pour eux seuls et se dédomment sur elle des longues privations que les autres gouvernements leur ont fait subir. La République en France n'a jamais été qu'une curée intermittente. C'est l'histoire de 1792, de 1848, de 1870; et ce sera peut-être l'histoire de demain.

Eh bien! pour la majorité de l'Assemblée nationale, la République n'est pas encore un gouvernement. Elle ne croit pas que les appétits dé-

mocratiques soient tout à fait assouvis et redoute une nouvelle curée.

Que le pouvoir actuel manque d'autorité et de stabilité, nous en sommes d'accord avec le Journal de Paris; mais nous plaçons tout ailleurs que dans son principe la cause du mal dont il souffre. Dix lignes du Soir expliquent là-dessus toute notre pensée.

L'Assemblée, en se partageant en fractions qui se neutralisent mutuellement, le pouvoir exécutif en s'autorisant d'une fraction à l'autre pour y chercher des appuis successifs, comme Ariol sautant sur des œufs, rendent chaque jour plus placidement anarchique l'état de notre pays. On ne s'aperçoit même plus de l'émiettement qui s'opère. On ne voit pas que ce centre droit, ce centre gauche, ce centre centre, cette gauche de droite et cette droite de gauche, flanqués de démagogues blancs et d'inquisiteurs rouges ne parlent pas la même langue et que le théâtre de Versailles ressemble à la tour de Babel. On ne voit pas se mettre en tête que le provisoire nous tue et que nous allons, au premier jour, entrer bal et bien en agonie, comme les amonies, qui épuisent et sans même trop nous débattre contre la fin.

Où est le remède? où est l'autorité? où est la stabilité?

Dans le retour à la monarchie, dit le Journal de Paris.

Dans une bonne organisation de la République, répondons-nous avec le Soir.

Le Courrier de France constate que, depuis quelque temps, certains fractions de la droite semblent ne plus éprouver pour le bonapartisme l'horreur qu'elle lui témoignait autrefois. Notre confrère trouve une preuve de ce revirement d'opinion dans les attaques passionnées dont le 4 septembre a été, tout récemment encore, l'objet de la part de plusieurs membres de ce groupe; et il fait, à ce propos, quelques réflexions pleines de justesse.

Il y a deux événements bien distincts dans ce qu'on appelle le 4 septembre.

L'un est l'envahissement du Corps législatif par des factieux, qui une grande partie de la gauche (M. Schneider lui a rendu justice à cet égard) s'est efforcée de contenir au delors de la salle des délibérations. Voilà le coup de main, voilà ce qui fallait alors éviter et ce que nous ne cessons de blâmer, comme nous blâmerons toute violation de la représentation nationale.

L'autre événement est la chute de l'empire, chute consommée dès la veille et inévitable après Sedan.

Les deux faits ne sauraient être confondus, et la grande faute du Corps législatif a été de ne pas proclamer, dans la nuit du 3 au 4, ce qu'il considérait dès lors comme indispensable, la déchéance. Afin d'être équitables, et de ne pas paraître éprouver des regrets pour le dernier régime, les interrupteurs de la droite devraient tenir compte d'une distinction aussi essentielle, et ne pas confondre dans la même réprobation deux événements dont l'un est tout à fait néfaste, et dont l'autre n'est blâmable que par la violence exercée contre les représentants du pays.

Nous ne saurions être suspects de partialité en faveur des hommes du 4 septembre; mais, vraiment, quand nous songeons que toute attaque contre eux ne peut servir que l'Europe, nous sommes bien tentés d'accueillir avec faveur les considérations invoquées pour leur décharge ou leur excuse.

La Presse fait, à propos des réceptions officielles dont certains grands fonctionnaires ont cru devoir faire l'économie, une réflexion très juste, à laquelle nous nous associons sans réserve.

Il est regrettable que les grands fonctionnaires aient cru devoir ne donner aucune réception. Le commerce, antérieurement à Paris, pendant cette période de l'année, se trouve ainsi frappé d'une véritable paralysie, et les industries de luxe, qui ont une connexion intime avec toutes les autres, subissent une crise plus douloureuse encore qu'en 1848. Survenant après une époque de richesse et de prospérité exceptionnelles, cette crise frappe vivement. Nous espérons que le gouvernement sera bien inspiré s'il cherche les moyens pratiques d'y mettre promptement un terme.

Nous le disions hier encore : gardons-nous de tuer la poule aux œufs d'or pour nous priver des ressources momentanées. Le refus de l'Assemblée de restituer à Paris son titre de capitale enlève à la grande ville le principal élément de sa prospérité, de son crédit, de sa richesse. Les hauts fonctionnaires qui y résident devraient se faire un devoir de ne pas aggraver cet isolement, cet appauvrissement.

On lit dans l'Ordre :

Le National a publié une lettre attribuée à Napoléon III et adressée à un baron de Bello-guet.

Cette lettre est absolument apocryphe.

La Liberté n'a pas publié la lettre dont s'agit.

On se rappelle qu'au bal donné à Strasbourg, le mois dernier, pour célébrer l'anniversaire de la proclamation de l'empire d'Allemagne, le général prussien Fransecky, commandant le 15^e corps, faillit être tué par la chute d'une glace qui surmontait les armes de la cité alsacienne.

Le Journal de Strasbourg raconte à ce propos que le général Fransecky a reçu de l'empereur Guillaume le télégramme suivant, en date du 1^{er} février, jour anniversaire du combat de Pontarlier, le dernier de la campagne :

Je me souviens avec une nouvelle reconnaissance de l'opération héroïque par laquelle vous avez terminé la glorieuse guerre. Comment allez-vous? Envoyez-moi quelques détails sur votre accident et sur l'état de vos blessures. Je vous souhaite une heureuse guérison.

GUILLAUME.

Le général Fransecky a aussitôt répondu à Béglin qu'il serait « bientôt complètement rétabli ».

LES ACTES OFFICIELS

LES CONTRIBUTIONS DE LA VILLE DE PARIS

L'Assemblée nationale a adopté, Le président de la République française promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er}. — La ville de Paris est autorisée à imposer extraordinairement :

1^o Dix centimes (0 fr. 10 c.) par addition au principal des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres;

2^o Cinq centimes (0 fr. 5 c.) par addition au principal de la contribution des patentes.

Art. 2. — Cette imposition sera perçue pendant cinq années, à partir du 1^{er} janvier 1872 jusqu'au 31 décembre 1876.

Art. 3. — Le produit annuel, qui en est évalué à trois millions deux cent soixante-six mille fr. (3,266,000 fr.) environ, servira au paiement des dépenses municipales, tant ordinaires qu'extraordinaires.

RÉCEPTION DU COMTE APPONYI

S. Exe. M. le comte Apponyi a été reçu, le mercredi 31 janvier, entre les mains du président de la République, les lettres qui l'ac-

créditent auprès du gouvernement français en qualité d'ambassadeur de S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Bohême et roi apostolique de Hongrie.

PROMOTIONS DANS LA MARINE

L'ÉGLISE DE SAINT-LOUIS-EN-L'ÎLE

Depuis hier, les réparations de l'église Saint-Louis-en-l'Île sont entièrement terminées, et les ouvriers l'ont quittée. L'église Saint-Louis-en-l'Île avait été très endommagée par les projectiles venus des buttes Chaumont et du Père-Lachaise. La toiture avait été percée de cinq ou six trous, et la grande porte d'entrée avait été brisée. De plus, pendant la Commune, un poste de fédérés s'y était établi, et on juge du triste état dans lequel l'avaient laissée.

LES BUREAUX DE PLACEMENT

Le préfet de police vient de donner des ordres très sévères pour que tous les individus qui tiennent des bureaux de placement sans autorisation soient rigoureusement poursuivis. Beaucoup de ces établissements, en effet, au lieu d'être ce que leur titre annonce, sont de véritables entreprises d'extorsion, ou de commerce de la prostitution se fait presque ouvertement. Plusieurs individus exerçant ce honteux métier ont déjà été arrêtés, notamment dans le quartier latin.

LES COUPURES DE LA BANQUE DE FRANCE

Depuis que le commerce parisien sait que les nouvelles coupures de la Banque de France sont mises en circulation, beaucoup de boutiquiers refusent de recevoir les billets de cinq francs du Comptoir d'escompte et de la Société générale. Nous croyons qu'il serait très bon qu'un avis officiel prévint le public que ces coupures peuvent être acceptées en toute sécurité, ou nous allons voir recommencer la crise qui s'est produite lors de la mise en circulation de ces coupures. Les boutiquiers sont obligés du reste de les accepter, car elles ont cours forcé.

LES INSPECTEURS DES PRISONS

Les inspecteurs des prisons viennent de commencer leur tournée annuelle dans le département de la Seine.

Leur mission est de veiller à ce qu'une nourriture saine et suffisante soit donnée aux détenus, conformément à la loi, et à ce que toutes les conditions d'hygiène nécessaires soient observées partout. On sait que les inspecteurs généraux des prisons adressent, après chaque tournée, un rapport au ministre de l'intérieur, dans lequel ils exposent les améliorations qu'ils jugent convenables. Voici dans quel ordre ils vont opérer leur tournée dans le département de la Seine : 1° la prison de la Santé, 2° la Conciergerie, 3° la Roquette, 4° Mazas, 5° Sainte-Pélagie, 6° Saint-Lazare, 7° le dépôt de la préfecture de police. En même temps, un des inspecteurs visitera tous les différents postes de Paris, ce qui n'a pas été fait depuis longtemps.

MORT DE LA DÉESSE DE LA LIBERTÉ

Hier est morte dans une boutique de charcuterie de la rue aux Ours, la plus grande femme de Paris, madame veuve Gênot. Madame Gênot pesait cent quatre-vingt livres et offrait l'aspect d'une sphère à peu près parfaite. Il y avait dix ans qu'elle souffrait de son collier qui pour se coucher, Madame Gênot avait été svelte cependant; elle avait même, en 1848, représenté la déesse de la Liberté. Il a fallu lui faire un cercueil tout spécial, qui n'a pas moins d'un mètre cinquante centimètres de large.

LE ROI DES RATS ET LE RAT DES ROIS

Les employés du Louvre ont fait hier, dans le musée des Souverains, une chasse acharnée à un monstre quadrupède qui, depuis une huitaine de jours, déjouait et déniait avec les reliques royales du musée. C'était un rat d'une taille énorme, car il ne mesurait pas moins de 44 centimètres du bout du museau à l'extrémité de la queue. Il avait déjà dévoré un morceau de la redingote grise, attaqué un pied du fauteuil de Dagobert, et rongé le bois du berceau du roi de Rome. Si on l'avait laissé faire, il aurait fini par dévorer l'épée de Napoléon I^{er}. C'est avec les plus grandes difficultés qu'on a pu s'emparer de ce roi des rats, qui s'était fait le rat des rois, et à la cruellement mordu son vainqueur. A sept heures hier soir, deux énormes chats devaient fraternellement son cadavre dans la grande cour du Louvre.

LES RÉCEPTIONS DU COMTE APPONYI

Les réceptions officielles du comte Apponyi commenceront samedi prochain, 10 courant, à l'ambassade d'Autriche. Tous les membres du corps diplomatique seront invités au premier dîner. Une grande réception suivra d'un concert, aura lieu ensuite. Les travaux de restauration de l'hôtel de l'ambassade ont été entièrement achevés samedi.

LE BASSIN D'ARGENTEUIL

Les yachts de course, que l'hiver avait chassés du bassin d'Argenteuil, commencent à y revenir; nous y avons été hier, et nous avons vu auprès du pont une véritable petite flottille. Les courses du printemps promettent d'être des plus brillantes. Les sportsmen parisiens commencent déjà du reste à s'occuper très sérieusement, et des réunions du *Rowing-Club* et du *Sailing-Club* ont régulièrement lieu toutes les semaines. Les premières courses auront lieu le 14 avril à Argenteuil, le 2 mai à Asnières, le 9 à Rueil, et le 16 à Chatou. Les ateliers des constructeurs d'Argenteuil sont en pleine activité; ce sont surtout des gigs et des yoles à quatre rameurs qu'on y construit.

SUICIDES

Rue de Verneuil, la nommée Clara Servais a été trouvée asphyxiée dans sa chambre. La malheureuse, qui est d'une bonne famille de province, avait quitté le toit paternel pour suivre à Paris son séducteur. Quand elle s'est vue abandonnée, elle n'a pas voulu survivre à son deshonneur.

Rue du Château-d'Eau, le sieur Paul Gibou, presque infirme et n'ayant plus aucunes ressources s'est pendu dans sa mansarde.

Rue de la Fidélité, Auguste Levas, employé dans un magasin, poursuivi pour avoir commis plusieurs détournements, s'est empoisonné au moyen de l'arsenic.

LES PERMIS DE NAVIGATION

Le préfet de police vient de rappeler, par une circulaire aux échevins de la Seine qu'aucun bateau ne doit être admis à naviguer sans un permis de navigation délivré par l'autorité à laquelle est dévolue la police de la Seine. Aucun bateau, dit la circulaire, ne peut obtenir cette permission qu'après avoir été jugé à l'un des bureaux désignés à cet effet. Le procès-verbal de jaugeage doit déterminer le tirant d'eau à vide; la dernière ligne de flottaison, à charge complète, doit être fixée de telle manière que le bateau, dans son flux fort chargement, présente toujours un

décalimètre hors de l'eau. C'est par de fréquentes contraventions, qui se sont produites depuis la guerre, que cette circulaire a été motivée.

LE CONSEIL PRESBYTÉRIEL DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE

Hier a eu lieu à l'église du Pentemont, rue de Grenelle, 108, les élections au conseil presbytéral de l'église réformée de Paris. Le député de la Seine, M. de la Roche, a été élu président de la séance. Les noms des élus et le nombre de voix obtenus par chacun d'eux : MM. Alfred André, député de la Seine, 113 voix. Chénier-Lacour, député du Gard, 111. Guizot, membre de l'Académie, 104. Théodore Vernes, 107. Girard, 104. Hantsch-Diane, 103. Arthur Millet, 100. Paul Juillerat, 100. Colonel Denfert, 103.

CÉRÉMONIE À SAINT-PAUL

Une cérémonie comme on ne voit rarement aura lieu à Londres, dans l'église Saint-Paul, le 27 courant, en l'honneur du rétablissement du prince de Galles. Toute la nef, qui est immense, sera tendue de velours rouge, semée d'éclatantes aux armes d'Angleterre et de bannière portant la fameuse devise *Honni soit qui mal y pense*. La Chambre des lords et la Chambre des communes, ainsi que la municipalité de Londres, lord-maire en tête, assisteront en grand costume à la cérémonie. Des fauteuils en velours brodé d'or et des tabourets dorés seront réservés à la famille royale d'Angleterre; au milieu sera le trône de la reine, celui-là même que le public est admis à voir au palais de Westminster. Une hymne d'actions de grâces sera chantée par le célèbre baryton anglais Santley, et l'archevêque de Londres prononcera un discours. Il sera assisté, pendant la cérémonie, par l'archevêque d'York. L'archevêque de Cantorbéry assistera à la cérémonie en simple spectateur, au milieu de la Chambre des lords.

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

LA TEMPÉRATURE. — Ce matin, 7 février, à 7 heures, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Quénin, 1, place de la Bourse, marquait 9 degrés 1/10^e au-dessus de zéro; à 11 heures, 11 degrés 5/10^e au-dessus de zéro; à 1 heure, 12 degrés 5/10^e au-dessus de zéro. Hauteur barométrique, 760 millimètres.

ANGLETERRE

(Par voie télégraphique.)

Londres, 6 février. L'ordre du jour appelle la discussion de l'Adresse.

M. Disraeli a conduit le gouvernement qui, pendant les six derniers mois, a constamment porté devant le public la défense de sa politique. Il ajoute que c'est au Parlement qu'il convient de présenter cette défense.

L'Adresse n'ayant soulevé aucune opposition, l'orateur se borne à dire qu'il considère le ton du discours royal comme étant d'un bon augure. Il proteste également contre l'induction immédiate du bill sur le scrutin secret. Il ajoute qu'il s'opposera à ce bill parce qu'il viole le principe de la publicité. M. Disraeli attaque ensuite le paragraphe du discours royal, relatif à la question de l'Alabama. Il déclare que ce paragraphe est absolument insensé. Enfin, il critique les stipulations du traité de Washington, et déclare que la responsabilité en incombe au gouvernement.

M. Disraeli, en terminant son discours, constate que le gouvernement, en résistant à des réclamations aussi outrées, aussi insensées, aura l'appui du Parlement et du pays.

M. Gladstone se déclare prêt à réfuter toutes les accusations qui viennent d'être formulées. Le gouvernement accepte toute la responsabilité du traité de Washington.

M. Gladstone énumère toutes les concessions que l'Angleterre a faites aux États-Unis; il déclare à son tour que les demandes du dernier discours royal ne peuvent pas être acceptées, même par un peuple réduit à la dernière extrémité par la guerre ou par une calamité nationale.

L'Adresse est adoptée sans vote.

Londres, 6 février, soir.

Chambre des lords. — Discussion de l'Adresse. Lord Cranville, répondant au discours de Richmond, dit que le gouvernement ne sacrifiera pas les droits du pays dans la question de l'Alabama, mais qu'il fera tout son possible pour amener une solution satisfaisante.

L'Adresse est adoptée.

Londres, 7 février.

Chambre des lords. — Lord Granville, parlant du traité de commerce anglo-français, constate que la France, depuis la paix, s'est montrée pleine de ressources matérielles.

« Nous prétendons pas le nier, dit-il; le gouvernement français fait son devoir au sujet des mesures fiscales qu'il prend. Nous n'avons pas présumé que ces mesures pussent être tout à fait d'accord avec nos vœux; mais nous avons senti que, tout en désirant accueillir chaque demande juste, tout en désirant même aller au delà de ce que nos principes nous permettaient, nous ne pouvions pas recommander au Parlement de se montrer rétrograde au sujet du libre-échange. Si le traité est abrogé, nous devons laisser la France poursuivre la ligne de conduite qui lui convient. L'exécution légale de ces mesures, en France, est facilitée par la ligne de conduite que nous avons suivie. Une autre politique eût pu amener plus tard des obstacles sérieux entre les deux pays. La nature pacifique de nos relations politiques avec la France n'a pas été troublée. Les légères divergences de vues qui ont pu exister entre nous ont toujours été facilement arrangées. »

COURRIER DE NICE

Nice, 6 février.

J'avais quitté Paris avec l'intention de vous rendre compte de l'inauguration du chemin de fer de Nice à Gênes, auquel on travaillait depuis plus de quatorze ans; mais voici bien une étrange nouvelle : Il n'y aura pas d'inauguration officielle. On a jugé bon de ne pas renouveler les fêtes organisées il y a quelques mois au mont Cenis et dans lesquelles les autorités françaises et italiennes n'ont pas paru sympathiser d'une façon absolue.

En conséquence, la ligne de Ligurie ouvrira sans toasts ni banquets — sitôt que l'état de la voie le permettra. Vous savez, en effet, que le viaduc de la Noya, situé entre Menton et Vintimiglia, a été récemment emporté par un torrent; de plus, on attendra pour commencer un service régulier la construction d'un pont provisoire sur la Brague, ce qui ne demandera pas moins de quatre ou cinq semaines.

En attendant, les voyageurs sont transportés en omnibus entre Antibes et la station voisine; le trajet n'a rien de désagréable, eu égard à la beauté du paysage; mais il occasionne un retard de trois heures.

En passant sur le lieu du sinistre, on voit encore de nombreux vestiges du terrible accident; la locomotive, ainsi que deux wagons sont profondément fichés dans le sable, et jusqu'ici les efforts tentés pour les retirer ont été vains. Ça et là, sur la plage,

jusqu'à une distance de cinq cents mètres, la mer a rejeté des fragments des voitures qui composaient le train, épaves d'une nouvelle sorte que les flots azurés de la Méditerranée charrient probablement pour la première fois depuis la création du monde et depuis l'invention des chemins de fer.

Aujourd'hui tout semble rentré dans l'ordre dans le monde des eaux, et la Brague, qui il y a huit jours, inondait les environs à plusieurs lieues à la ronde, n'offre plus que les modestes apparences d'un torrent de troisième ordre bien inférieur au Paillou aimé des Niois. Mais il faut s'attendre à toutes les excentricités de la part d'une rivière en une année où le Managars lui-même a jugé à propos de déborder!

D'ailleurs, de mémoire de jeune fille de quinze ans, on n'avait jamais vu pareille quantité de pluie fondre sur la Provence. Ces mauvais jours sont heureusement passés et le ciel bien a repris ses droits. Je pourrai donc assister dans de bonnes conditions aux courses qui doivent avoir lieu le 5, le 8 et le 12 février, sur l'hippodrome du Var.

Les réjouissances paraissent devoir être brillantes cette année et elles pourraient bien faire plus complètement l'éclat des courses de Bade. Plus de trente chevaux, dont cinq anglais, sont déjà arrivés à Nice et de nouveaux concurrents sont encore attendus. Le duc de Hamilton, le baron Finot, M. de Borda, le baron de la Rocheville, le comte d'Erry, M. Hennessy ont envoyé des représentants de leurs écuries pour disputer les prix offerts par le conseil général des Alpes-Maritimes, par le prince de Monaco, Charles-Honoré, par le roi de Monte-Carlo, M. Blanc, par les hôteliers de Nice, par tous ces enfin qui ont intérêt à attirer les étrangers dans le pays.

Le grand tir aux pigeons, organisé par l'administration des jeux, reste fixé au 7 et au 9. Hier notre train contenait un wagon entièrement occupé par ces intéressants oiseaux, destinés à servir de but aux disciples de saint Hubert. A Cannes, toute cette gent ailée, qui ne pouvait gagner Monaco par terre, par suite de la rupture du pont de Brague, a été transportée sur un petit vapeur appartenant à la direction du Casino, et conduite par voie de mer à une mort plus ou moins certaine.

A part le prince de Sagan, tous les membres du comité du tir sont arrivés ou attendus à Nice, et parmi eux on compte : le prince de Chimay, le prince Esterhazy, le duc de Hamilton, le marquis du Lou, le comte de Tulle, le comte d'Hallez-Clapart, le duc de Vallombrosa; aristocrates représentants du *high life* français et étranger.

Pour se préparer aux luttes pacifiques de la semaine prochaine, on joue gros jeu au cercle Masséna. Il y a trois jours, un banquier étranger bien connu a quitté la table de baccarat avec un bénéfice de 120,000 francs. A Monaco, on répète l'aventure d'un simple capitaine d'infanterie, qui, la semaine dernière, avec quelques louis jetés au hasard sur les numéros de la roulette, a gagné une quarantaine de mille francs.

A peine en possession de cette somme, notre officier alla la mettre aux pieds d'une dame bien connue et connue depuis longtemps dans la galanterie parisienne. Leur bonheur dura trois jours, dit la chronique. Puis, qu'adviend-il? On ne sait trop, mais peu importe! Aujourd'hui la dame se montre par les rues en brillant équipage; quand au capitaine, il attend les fonds nécessaires pour régler sa note d'hôtel.

Vieille histoire toujours nouvelle.

HOMMES ET CHOSES

Lorsque la mort frappe, sur le champ de bataille, l'historien inscrit les noms des chefs sur ses tables de gloire, et trop souvent les soldats obscurs sont oubliés.

Pendant la dernière guerre, lorsque toute la jeunesse de France marchait sous les drapeaux, il y avait dans les rangs de l'armée, de la mobile, des compagnies de marche, de la garde nationale, des noms célèbres; soit par les titres de leur famille, soit par leurs propres travaux.

Au combat de Bozenval, à cette terrible journée du 10 janvier 1871 où nous avons couru pendant quelques heures, et à si bon droit, que la victoire était à nous, — et elle nous serait restée sans l'impitoyable chef, — est tombé héroïquement le peintre Regnaud.

Le livre, la gravure, la peinture ont retracé et rappelleront pendant longtemps cette belle mort; mais la célébrité bien méritée de cet artiste si jeune et déjà si éminent, a attiré toute l'attention.

Un autre artiste est tombé, à la même journée, qui, lui aussi, avait sa part et une bonne part dans le contingent de gloire de nos artistes français, et dont l'avenir semblait rempli de légitimes espérances.

Il serait injuste d'oublier Albert Coïnchon. Il avait vingt-six ans à peine, et déjà de très beaux succès l'avaient signalé. Travailleur infatigable, tempérament artistique robuste, peintre, statuaire, musicien, on eût dit que, prévoyant sa fin prématurée, il avait donné à la fois, en peu de jours, tout ce que son âme pouvait contenir. Décorateur de premier ordre, il a fait au château de Kersaint des travaux considérables, et comme les grands seigneurs des temps anciens pouvaient seuls autrefois en commander.

On se rappelle le succès d'une publication à laquelle il a mis son nom et qui, malgré son apparence frivole, attestait des études très sérieuses : l'*Antiquité dramatique*. C'est un recueil de dessins que les bibliophiles paient précieusement dans leurs rayons, interprétation pleine d'esprit et de verve de ces gigantesques figures des temps fabuleux avec lesquels on initie la jeunesse aux poésies de l'histoire du monde.

Coinchon avait exposé aux trois derniers Salons. Sa main était sûre et rapide, il promettait une vigoureuse organisation artistique, et ses inspirations de la Renaissance lui donnaient certains rapports avec les maîtres de cette époque béni.

Marié, déjà père de deux enfants charmants, il pouvait rester, avec la réserve, à la garde des bastions; il a sacrifié sa vie à la défense de son pays. Lorsqu'il fut appelé à faire partie de la déplorable et inutile expédition de Buzenval, si glorieuse pour les soldats, si honteuse pour le chef, il dit plein de fierté et de courage : « Allons ! »

Pourtant — ajoutait-il mélancoliquement, en embrassant ses deux petits enfants, — il ne serait pas gai de se faire loger une balle dans la tête.

Fatal pressentiment; il l'a reçue, cette balle. Il est mort en héros, en ramenant ses hommes au combat et en leur criant : « En avant, camarades ! »

Brave cœur ! Mais la veuve; mais les pauvres petits enfants !... Qui comblera jamais ce vide effroyable fait autour d'eux ?

Il est pénible, cruel de renoncer à un portefeuille de ministre, quand on en a fait le but suprême de sa vie, quand on est marqué

surtout au front du signe prédestiné et qu'une existence tout entière s'est écoulée avec ces mots fatidiques, toujours flamboyants devant les yeux : — Tu seras ministre !

Il est beau d'y renoncer lorsqu'on sent qu'il y aurait désaccord avec les sentiments de dignité et d'orgueil qui ne doivent jamais abandonner un grand cœur. Fils de l'un des plus éminents hommes d'État que la France ait eus à la tête de son gouvernement, M. Casimir Périer s'est retiré devant un vote de la Chambre et avec l'estime de tous.

Et M. Jules Simon ? Celui-là, depuis longtemps, n'ignore pas les dispositions de la majorité de l'Assemblée et du pays à son égard. Il sait que son départ a été maintes fois désiré, bien souvent il a rencontré sous ses pas le fétu qui devait le faire chavirer; mais impossible comme le juste, il a poursuivi son chemin, le front dans les nuages, ou plutôt dans les bruyères, sans tenir compte des coups de foudre qui l'avertissaient.

Si M. Casimir Périer a pu dire, en résignant son portefeuille : J'ai gouverné sans peur, et j'abdicque sans crainte, M. Simon, lui, a courbé la tête pendant quelques secondes, le temps de laisser passer les décharges électriques, et se cramponnant des deux mains, après le précieux maroquin, il s'est dit :

— Encore une d'esquive. C'est maintenant que nous allons attendre avec impatience la discussion du projet de loi sur l'enseignement. M. Périer est descendu, M. Simon sera précipité. C'est à lui le tour.

M. Laluyé est mort en prison. N'équivoquons pas sur les mots en essayant de dire que c'est dans la maison de santé Dubois que l'ancien ami de M. Jules Favre a succombé. La maladie qui l'a emporté a été contractée sous les verrous, et si la paille humide des cachots n'est pour rien, matériellement, dans l'affaire, c'est la prison elle-même, la privation de la liberté, le mauvais sang qu'on se fait entre quatre murailles, quand on n'a pas mérité pareil sort, qui ont ruiné la santé de M. Laluyé, et de là, la privation de la vie, comme dit Molière.

Ce n'est pas ici le lieu de revenir sur ce procès navrant, où le vainqueur a été le vaincu, puisqu'il a laissé aux ronces de l'arrestation des lambeaux de sa considération; mais, quelle que soit la satisfaction de M. Jules Favre, qui a gagné son procès, je ne crois pas qu'il puisse aujourd'hui dormir bien tranquillement dans son lit, s'il songe à Laluyé.

Et quand on pense qu'il s'est entremis si souvent pour faire relâcher tant de communards pris les armes à la main sur les barricades, pauvres diables égarés, je le veux bien; qu'il a arrêté les poursuites commencées contre de réels coupables; qu'il a aidé à favoriser la fuite de certains chefs de la Commune!

Mais non. Quand M. Laluyé a été condamné, il ne s'est pas contenté du verdict, déjà bien terrible; il l'a humilié en qu'un mot à dire, j'en suis sûr, lui, l'honnête homme, pour que le parquet fermât les yeux et ne poursuivît pas, à outrance, la cruelle répression... Mais la vengeance, c'est le plaisir des dieux, disaient-ils. Il n'y a plus de dieux, mais je trouve que les hommes les ont remplacés avec beaucoup de désavantage.

Encore, un cadavre, M. Jules Favre, cela rime. Celui-là, au moins, tout le monde saura où il se trouve.

CHRYSALE.

LES TRIBUNAUX

COUR DE CASSATION

CONDAMNATION À MORT. — REJET DU POURVOI D'UN ASSASSIN DE GUSTAVE CHAUDEY

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Paulin Hélie, a, dans son audience du 1^{er} février, rejeté le pourvoi de Prêau de Vétel, condamné par le conseil de guerre à la peine de mort pour crime d'assassinat sur la personne de Gustave Chaudéy.

La Cour a, en outre, rejeté les pourvois :

1^o De Charles Miranet et Jules Fontaine, condamnés par le conseil de guerre de Versailles à dix et vingt ans de travaux forcés pour faits insurrectionnels.

2^o De Jean-Baptiste Kester (Versailles), cinq ans de détention, insurrection.

3^o De Victor-Alexandre Girard (Versailles), cinq ans de détention, insurrection.

4^o De Michel Bouguin (Versailles), déportation simple, insurrection.

5^o De Jean-Baptiste Bos (Versailles), cinq ans d'emprisonnement, insurrection.

6^o De Louis Bruant (Versailles), trois ans d'emprisonnement, insurrection.

7^o De Charles-Eugène Roger (Chartres), déportation simple, insurrection.

8^o De Claude-Séraphin Quignone (Chartres), déportation avec une peine forcée, insurrection.

9^o De Lucien Jallifier (Paris), déportation simple, insurrection.

10^o De Jean-Pierre Quedot, condamné par la Cour d'assises de la Seine à six ans de réclusion pour tentative de meurtre.

11^o De Jean-Baptiste Barrabé (Orne), quinze ans de travaux forcés, meurtre.

12^o De Claude Laffay (Rhône), huit ans de réclusion pour une inexactitude matérielle, mais parce qu'il paraît résulter de l'ensemble des mouvements d'approbation ou d'improbation qu'il indique, une erreur sur les dispositions d'une portion notable des membres de l'Assemblée. Il y a eu sur les bancs de la gauche un mouvement d'improbation sur l'incident qui a été soulevé au milieu de la discussion; il ne s'ensuit pas que nous ayons entendu accepter par là une solidarité quelconque à propos des doctrines exposées à la tribune.

Pour son compte, il répète absolument, et il est sûr que ce sentiment est partagé par un grand nombre de ses collègues.

ECHOS DE PARTOUT

Hier, à onze heures et demie, a eu lieu à Rueil l'enterrement de M. Laluyé. Une soixantaine de personnes seulement y assistaient.

Hier, à midi, a été célébré à l'église Saint-Eugène, au milieu de nombreux invités, le double mariage des deux enfants de M. Victor Lefranc, ministre du commerce.

M. Elwige Lefranc épouse M. Samazeuilh, fils d'un banquier de Bordeaux, et M. Paul Lefranc, la fille d'un agent de change de Paris.

Hier mardi, grand dîner chez M. Thiers, donné en l'honneur de M. le comte Apponyi. Tout le corps diplomatique étranger assistait à ce dîner.

On répare rue du Château-d'Eau, dans le vingtième arrondissement, la maison n^o 41, où eut lieu, le 7 avril dernier, jour du soir, dimanche saint, le banquet des libres.

Le citoyen Minck but à l'extermination des Versaillais et à l'avènement du Roi-Peuple; Louise Michel demanda qu'on exécutât un otage sérieux tous les matins, jusqu'à la mise en liberté de Blanqui. Ces dames enfin burent si patriotiquement, qu'à minuit il fallut les emporter dans une salle voisine.

La maison n^o 41 de la rue Château, regit deux obus pendant la bataille des Sept-Jours.

La Société de secours mutuels des garçons limonadiers donnera samedi prochain, dans les salons du Grand-Hôtel, un concert au bénéfice des veuves et des orphelins des sociétaires morts pendant la dernière guerre.

Citons parmi les artistes qui ont bien voulu prêter leur concours à cette bonne œuvre : M. Godefray, de l'Opéra; MM. Moreau, du Théâtre-Lyrique, Guillot, de l'Opéra-Comique, Bosquin et Delrat, de l'Opéra, Briand, Barnol et Sieglar.

Samedi prochain repartira le *Peuple souverain*, sous la direction de M. Louis Asseline.

Les principaux collaborateurs sont les citoyens E. Brélay, Laurent Pichat, A. Naquet, Schœrer-Kestner, Ch. Floquet, A. Adam, Bonvallet, Clémenceau, M. Nadaud, Vautier, Lesage, G. Avenel, Liebeck, Condoreau, A. Lefèvre, docteur Létourneau, Villeneuve, Stupuy et A. Gérard.

Un journal qui ne peut manquer de compter beaucoup de lecteurs parmi les individus revenus des pontons !

Le baron Brisse rencontre, l'autre jour, un vieil ami de province, égaré sur le boulevard; son exalté devint son majestueux abdomen :

— Mon ventre t'étonne, je le vois; c'est l'abus des bons diners... Je suis puni par où j'ai péché.

— Je comprends, fit l'ami; c'est un monument expiatoire !

Hier, dans un meeting à Trafalgar-square, à Londres, vingt mille anglais se sont spontanément mis à entonner : ... LA MARSEILLAISE.

Cela devait être grotesque !

Une anecdote aussi gaiole que vraie : Un poète de nos amis, que nous ne voulons pas nommer, obtint dernièrement la main de Miss Lucy W..., fille d'un des plus riches banquiers de la colonie américaine de Paris.

M. W... possède aux Champs-Élysées un magnifique hôtel aménagé à l'américaine, c'est-à-dire où se trouve réuni tout le confort possible. Il le faisait visiter hier à son genre. On arriva dans un petit salon.

— Tenez, mon cher, fit le banquier avec satisfaction, vous allez voir comment nous autres Américains nous comprenons l'existence. Poussez ce bouton, et il sortira du mur un fauteuil en soie bleue, ce n'est autre chose que... ce que vous savez bien.

Un beau père est un homme diablement prosaïque; pensa notre ami. Il poussa cependant... rien ne vint.

— Appuyez plus fort ! conseilla le beau-père.

Le poète poussa de toute son énergie. Un craquement se fit entendre, un panneau se leva, et le fauteuil sortit...

Horreur ! Miss Lucy W*** était assise dessus ! Depuis ce moment, notre ami, qui a rompu son mariage, pleure ses illusions perdues.

Hier, dans le foyer de la danse, à la Gaîté : — Oh ! mademoiselle, vous avez un bal... — Qui ne demande absolument, vicomte, qu'à être bien dirigé.

DON SPAYENTO.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 6 février.

PRÉSIDENCE DE M. JULES GRÉVY

Réclamations sur le procès-verbal.

M. Henri Martin demande la parole sur le compte rendu officiel, non pas qu'il ait à se plaindre d'une inexactitude matérielle, mais parce qu'il paraît résulter de l'ensemble des mouvements d'approbation ou d'improbation qu'il indique, une erreur sur les dispositions d'une portion notable des membres de l'Assemblée. Il y a eu sur les bancs de la gauche un mouvement d'improbation sur

des conseils généraux ont eu un caractère politique. Pour ceux qui avaient en l'intention de ne faire qu'une loi de décentralisation administrative, ce résultat est d'ailleurs.

L'esprit qui a dicté la proposition est très louable, mais il est la négation du but que l'Assemblée s'est proposé en votant la loi sur les conseils généraux. C'est ailleurs qu'il fallait aller chercher un remède aux tentatives qui pouvaient se produire.

M. le rapporteur repousse l'objection qui consiste à dire que les conseils ne doivent avoir que des pouvoirs administratifs, et que la loi proposée leur confère, dans des cas exceptionnels, des pouvoirs politiques.

Il résulte du rapport de la commission qu'elle n'a jamais entendu confier à la réunion des délégués des conseils généraux, le soin de légiférer. Cette réunion n'aurait pour mission que de maintenir la tranquillité publique et d'assurer à l'Assemblée nationale, si elle venait à être violemment dispersée, la réunion des députés convoqués de suite à la nation dans ses comices pour procéder à des élections générales.

La discussion générale est fermée.

L'Assemblée passe à la discussion des articles.

M. Eymard-Duverney a proposé un contre-projet dont voici l'article 1^{er} :

« L'Assemblée nationale décrète qu'elle se transporte à Paris, et qu'elle prendra ses séances au Palais-Bourbon à partir du 12 février prochain.

En retour de cette marque de confiance, elle attend avant tout, du patriotisme des Parisiens, la sécurité et la protection auxquelles ont droit les députés librement élus de la souveraineté populaire, les représentants inviolables de la République française.

Qu'est-ce que nous voulons ? dit M. Eymard-Duverney. Une Assemblée de délégués. (Hilarité prolongée.) Une Assemblée intérieure qui puisse pourvoir à une nécessité redoutable dans le cas d'une dispersion de l'Assemblée. Il faut que celle-ci puisse se réunir rapidement et fonctionner efficacement. Or, la proposition de la commission ne remplit pas ces conditions.

M. le rapporteur a soutenu que la réunion des députés ne s'rait pas politique. C'est une erreur ; pendant plus d'un mois elle serait plus que politique, et d'ailleurs, dans le système de la commission, elle ne pourrait procéder avec la rapidité d'urgence.

Une autre objection, c'est que les nouvelles élections qui auraient lieu au moment des scissions regrettables.

Il faut un remède ; mais qu'on prenne garde, avec celui qu'on propose, de tomber dans un danger plus grand.

L'orateur demande le renvoi de son contre-projet à l'examen de la commission.

M. Desjardins, répondant au nom de la commission, dit qu'elle n'a pas cru que ses attributions s'autorisent à trancher une question électorale, et que le contre-projet de M. Eymard-Duverney préjugeait cette question. Elle a donc répondu ce système après un sérieux examen.

Dans notre système, il y a une autorité qui subiste toujours, celle de la représentation nationale. Si l'Assemblée est dispersée, cette représentation se retrouvera dans les conseils généraux, qui sont

des assemblées locales et vitales, trouvant leur appui dans les populations qui les entourent.

Le rôle qu'il est question de confier aux conseils généraux, ils l'ont déjà presque joué pendant la dernière révolution, en levant des troupes, en votant des secours, et ils se sont glorieusement acquittés de ce devoir jusqu'au jour où ils ont été brutalement dissous. (Très bien !)

M. Langlois ne croit pas qu'il faille se presser tant pour avoir une solution. L'Assemblée, dit-il, est solide... en ce moment, du moins. (Bravante hilarité.) Qu'on pense à l'avenir, il le comprend, mais qu'on ne fasse pas de lois d'urgence. Tout le monde est d'accord sur ce point, qu'il y a quelque chose à faire.

L'idée de M. Duverney est bonne : c'est une Assemblée politique qui sera substituée à une autre Assemblée politique, tandis que, dans le projet de la commission, cette attribution serait confiée aux conseils généraux. Le résultat, c'est que, pour leur formation, on cherchera des hommes politiques, et non des administrateurs.

Si l'on veut absolument une Assemblée de représentants, pourquoi, s'écrie M. Langlois, ne pas scinder l'Assemblée en deux parties, dont l'une siégerait à Paris, et l'autre à Versailles, à la volonté des amateurs. (Rire général.) Ce serait, à son avis, le meilleur moyen de résoudre la question.

L'article 1^{er} du contre-projet de M. Eymard-Duverney n'est pas adopté.

Le reste du contre-projet est retiré.

M. Wallon avait présenté un contre-projet dont la pensée était que la représentation nationale dispersée puisse se réunir immédiatement sur un point quelconque de la France ; mais, sur les objections qu'il a faites la commission, il le retire.

M. le président donne lecture de l'article 1^{er} du projet de la commission :

« Art. 1^{er}. Si l'Assemblée nationale ou celles qui lui succéderont viennent à être illégalement dispersées, les députés se réunissent, de plein droit, et sans qu'il soit besoin de convocation spéciale, au chef-lieu de chaque département.

« Ils peuvent s'assembler partout ailleurs dans le département, si le lieu habituel de leurs séances ne leur paraît pas offrir de garanties suffisantes pour la liberté de leurs délibérations.

« Les conseils ne sont valablement constitués que par la présence de la majorité de leurs membres. »

« Art. 2. Jusqu'au jour où l'Assemblée, dont il sera parlé à l'art. 3, aura fait connaître qu'elle est régulièrement constituée, le conseil général de chaque département aura le droit de légiférer.

« Art. 3. Jusqu'au jour où l'Assemblée, dont il sera parlé à l'art. 3, aura fait connaître qu'elle est régulièrement constituée, le conseil général de chaque département aura le droit de légiférer.

« Art. 4. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 5. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 6. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 7. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 8. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 9. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 10. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 11. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 12. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 13. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 14. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 15. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 16. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 17. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 18. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 19. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 20. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 21. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 22. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 23. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 24. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 25. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 26. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 27. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 28. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 29. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 30. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 31. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 32. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 33. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

« Art. 34. Les conseils généraux ont le droit de légiférer sur les matières qui leur sont attribuées par la loi.

M. Bethmont appuie l'amendement qui a pour but de laisser chaque conseil exercer son action dans le département. Une réunion de députés sur un point du territoire serait la désorganisation du pays et la réglementation de la guerre civile.

Les articles 1 et 2 sont une digue contre les révolutions, mais les articles 3, 4 et 5 détruisent toute l'économie de la loi et créent des dangers aussi graves que ceux qui résulteraient d'une révolution.

M. le rapporteur : M. Bethmont est d'accord avec la commission pour reconnaître qu'il est nécessaire d'organiser une résistance légale en cas d'urgence, mais il n'approuve pas le mode qu'elle propose pour que cette résistance ait lieu d'une manière effective.

La commission a examiné les deux systèmes, dont l'un consisterait à localiser l'action des conseils généraux, l'autre à réunir des députés de tous les départements dans un point déterminé du territoire.

Elle a fondé les deux systèmes en autorisant les conseils généraux à se réunir, à la première nouvelle de l'urgence, et à prendre toutes les mesures pour assurer la tranquillité ; mais en décidant que, dans le cas où ces premières mesures ne seraient pas, des députés seraient choisis par chaque conseil et se réuniraient sur un point quelconque du territoire.

L'amendement de MM. Bethmont et Cézanne, mis aux voix, n'est pas adopté.

L'art. 2 de la commission est adopté.

« Art. 3. — Une assemblée, composée de deux députés par chaque conseil général, se réunit dans le plus bref délai.

« Ces députés sont élus dans la première séance tenue en vertu de l'article 1^{er} de la présente loi.

« Ils s'assemblent dans une ville du centre, Bourges, Tours ou Poitiers, autant que possible, ou dans tout autre lieu choisi d'urgence. L'Assemblée des députés est valablement constituée, qu'importe que la moitié des départements au moins s'y trouve représentée. »

A la suite des explications du rapporteur, M. Cézanne fait observer que l'application de cet article est impossible, car il équivaudrait à l'organisation de la guerre civile.

M. de Guindard répond, au nom de la commission, qu'il était nécessaire d'indiquer le lieu où se réuniraient les députés. On a fixé plusieurs points militaires importants où la résistance pourrait s'organiser.

M. Gautier demande ce qui arriverait dans le cas où une minorité de l'Assemblée nationale dissoute viendrait se joindre à la réunion des députés.

M. le rapporteur répond que, dans ce cas, cette minorité n'exercerait aucune action.

M. Lenoir propose de trancher les difficultés qui viennent d'être soulevées à propos de l'endroit où se réuniraient les députés, en ayant soin que, chaque année, sous prétexte, au président de chaque conseil général, le lieu qui serait choisi par l'Assemblée nationale.

M. le président croit qu'il n'est pas nécessaire de mettre cet amendement aux voix. Il est procédé au vote sur l'article 3.

Après deux épreuves, dont la première est déclarée douteuse, l'article 3 n'est pas adopté.

M. le rapporteur demande que le reste du projet soit renvoyé à la commission.

M. Cézanne croit qu'après le vote qui vient de se produire, l'Assemblée doit revenir sur sa déclaration d'urgence, et que les propositions doivent être soumises de nouveau à toutes les formalités prescrites par le règlement.

M. de Trévenne insiste pour le renvoi à la commission.

M. le président fait observer que la proposition de M. Cézanne ne peut être adoptée. Le renvoi du projet de loi à la commission donne à l'Assemblée toute satisfaction.

Ce renvoi est prononcé.

Ordre du jour de la séance de demain : Suite de l'ordre du jour de la séance d'aujourd'hui.

Discussion du projet de loi relatif à la réorganisation des actes de l'état civil à Paris.

Première délibération sur le projet de loi relatif à la réorganisation du conseil d'Etat.

La séance est levée.

LES THEATRES

Ce soir, mercredi, à l'Opéra-Comique, débuts de M^{lle} Pelly, dans *Fra Diavolo*.

Le théâtre lyrique de l'Athénée annonce la première représentation d'*Une Fête à Venise* pour vendredi prochain.

D'un autre côté, l'affiche des Bouffes Parisiens, promet, pour le même jour, le *Docteur Roca*.

Nous espérons que MM. Martinet et Noriac s'entendront pour ne pas mettre la critique dans la nécessité de se couper en deux, le soir de leurs premières représentations.

La direction du Châtelet vient de s'assurer le concours de M^{lle} Pauline Lebrun pour l'exécution du drame de *Daniel Martin*, dont les répétitions se poursuivent activement à ce théâtre.

M^{lle} Lebrun, qui s'est fait remarquer à la Comédie-Française, était en dernier lieu à l'Odéon.

Les avantages de sa personne, son intelligence artistique et sa connaissance parfaite des traditions du grand drame, la désignent d'avance pour l'une des premières créations de ce genre qui se présenteront.

M^{lle} Lebrun, dans *Daniel Martin*, fera le plus grand honneur au choix intelligent de M. Paul Deshayes et Lacroix, les directeurs-artistes du théâtre du Châtelet, et de M. Ch. de Lorbac, auteur du drame en question.

Les représentations de *Lise Tavernier* se

continuent à l'Ambigu-Comique dans des conditions meilleures qu'on n'espérait. Grâce à quelques coupures habilement faites, grâce à diverses rectifications de mise en scène, grâce surtout au jeu puissant de M^{lle} Marie Laurent, la pièce s'est relevée, et on peut prédire qu'elle tiendra honorablement l'affiche.

On nous prie d'annoncer la fondation d'un Cercle philharmonique d'amateurs parisiens.

Cette Société doit donner dans un but philanthropique, des concerts doublement populaires. La recette sera affectée entièrement au soulagement d'infortunes, et destinée d'abord, avant tout, à l'œuvre de libération du territoire.

Les amateurs qui voudraient faire partie du Cercle philharmonique, devront se faire inscrire chez M. Mercier, marchand de musique, passage des Orgues-Alexandre, boulevard Saint-Martin.

Le prix de la cotisation mensuelle est fixé à un franc.

Dimanche prochain, le concert Pasdeloup sera donné au bénéfice de la libération du territoire.

Les abonnés qui voudront conserver leur place pourront retirer les coupons dans les bureaux de location jusqu'à jeudi inclus. Passé cette date, l'administration en disposera.

La Société artistique du X^e arrondissement, malgré son petit local, a voulu concourir à l'œuvre patriotique de délivrance de notre territoire.

Elle a organisé à cet effet des soirées et des quêtes, dont le produit vient d'atteindre 545 fr. 75 c., qui ont été versés entre les mains du commissaire de police du faubourg Saint-Denis.

Nous sommes heureux de nous faire l'écho de l'œuvre entreprise par les jeunes gens composant cette Société, en invitant nos lecteurs à venir grossir cette somme pour les représentations à venir.

Voici le spectacle que donne chaque soir la Société artistique dans la salle Saint-Laurent :

La Nuit du 15 octobre, opérette militaire en un acte, de MM. Leterrier et A. Vanloo, musique de M. Jacobi.

Les Brebis de Panurge, comédie en un acte, de MM. H. Meilhac et Halévy.

Le Prince Toto, pièce en un acte, de MM. E. Abraham et J. Prével.

Lichen et Fritschen, opérette en un acte, de MM. Paul Boisselot et Offenbach.

Jennius.

Grand succès avec la *Revue en ville*, de MM. Clairville, Strandin et V. Koning ; joué par tous les artistes de la troupe. Musique nouvelle de M. Hervé. — Imitations de M^{lle} Sully et B. Legrand et de MM. Michel, Lanjallay et Bae.

La revue est accompagnée des *Deux Timides* avec Lenoir et du *Coupé du Docteur*, vaudeville nouveau de M. Victor Bernard.

L'administrateur co-gérant : LOUIS GAL.

Opérations dentaires insensibles par l'OXIDE DE NATRUM, succès consacré par la Fac. de Méd., pièces dentaires les seules ayant obtenu une mention honorable du corps médical. Docteurs MARCUS et HERMAN ADLER, rue Meyerbeer, 4.

BULLETIN COMMERCIAL

Paris, le 7 février 1872.

Céréales

Peu de changements dans la situation.

Farines de consommation

Les cours sont nominaux.

Choix et marques D, 80 » à 90 ». — Bonnes marques, 78 » à 79 ». — Sortes courantes et ordinaires, 74 » à 77 ».

Farines de commerce

Les farines de commerce sont calmes. Vendeurs très nombreux.

Farines huit marques

Dispon., 79 ». — Cour. du mois, 79 ». — 2 prochains, 79 25. — 4 de mai, 77 25.

Farines supérieures

Dispon., 76 25. — Cour. du mois, 76 25. — 2 prochains, 76 50. — 4 de mai, 75 50.

Huiles

Les huiles de colza sont en légère reprise sur le rapport, mais avec vendeurs.

Dispon., 105 75. — Cour. du mois, 105 75. — 2 prochains, 105 50. — 4 d'été, 104 50. — 4 derniers, 103 50.

L'huile de lin a acquis un peu plus de fermeté sur le disponible.

Dispon., 97 ». — Cour. du mois, 97 50. — 2 prochains, 96 ». — 4 d'été, 97.

Trois-six

Le trois-six est ferme.

Disponibles et cour., 55 50 — Mars et avril, 57 50. — 4 d'été, 61 ».

Sucre

Les sucres sont moins faibles.

COTE COMMERCIALE

88° saccharimétriques, 68 50 à 69 ». — Blancs n° 3, 77 50 à 78 ». — Rafinés, suivant mérite, 155 » à 157 ».

AVIS MARITIMES

NORTH GERMAN LLOYD

Départ régulier par steamers-poste

HAVRE AUX ANTILLES

Saint-Thomas. Colon. Port-au-Prince. La Guayra. Savannah. La Chine. Puerto-Cabello. San-Francisco. Le Japon.

Départ le 10 de chaque mois

HAVRE A NEW-YORK, BALTIMORE, NOUVEAU-ORLÉANS, LA HAVANE, SANTIAGO.

Départ chaque semaine.

PREX DE PASSAGE DE PARIS A 1^{re} cl. 2^{cl} cl.

Saint-Thomas..... 1.015 f. 640 f.

Colon et Savannah..... 1.115 710

Puerto-Cabello et la Guayra..... 1.215 815

San-Francisco..... 1.710 1.100

New-York..... 615 380

Baltimore..... 500

La N.-Orléans et la Havane..... 675

Santiago..... 115

VENTES A L'ENCHERE

A adjudication, même sur une enchère, en la ch. des notaires de Paris, le mardi 27 février 1872, d'une MAISON (Luis). Revenu, susceptible d'augmentation, 3,400 fr. — Mise à prix, 30,000 fr. S'ad. aux notaires, M. Goussier, quai Voltaire, 23, et M. BONNET, quai-Poissonnière, 7, dépositaire de l'enchère.

Etude de M^{re} BREUIL, avoué à Elampes. VENTE sur licitation entre majeurs et mineurs Le mardi 23 avril 1872

A la barre du tribunal d'Elampes

De la PROPRIÉTÉ DE GRAVELLES

compréhensif

1^{re} GRAND CHATEAU MODERNE, cour d'honneur et dépendances, Parc de 135 hectares environ, entouré.

2^{de} FERME dite FERME DU CHATEAU, 14 hectares d'habitation et d'exploitation, 109 hectares de terre en culture, dont 42 hectares environ dans le parc.

3^{de} FERME dite DE VINTUE, 14 hectares d'habitation et d'exploitation, 52 hectares de terre en culture.

4^{de} 22 HECTARES DE BOIS en coupes régulières.

Total de la contenance, environ 478 hectares. Mise à prix, outre les charges, 70,000 fr.

La station d'Elampes est à un kilomètre du château. On y arrive par une allée de pommiers dépendant de la propriété.

La station d'Elampes en est à huit kilomètres. La pêche dans le parc est des plus abondantes. Belle chasse, faisandier et gibier.

S'adresser pour les renseignements à M. Lesage et à M. Yver, notaire à Paris, rue de Châteaudun, n° 15.

ETUDE de M^{re} LESAGE, avoué à Paris, rue de la Chapelle, n° 15.

VENTE au palais de justice à Paris, le mercredi 21 février 1872, 2 heures de relevée

En deux lots :

1^{er} lot, avec petit jardin, ROIS-COLOMBES.

Rue Mollet, n° 5 (Seine).

2^{de} lot, avec grand jardin devant et derrière, une MAISON à jardin derrière, à BOIS-COLOMBES.

Rue Mollet (Seine), ne portant pas encore de numéro, construite sur un terrain fleuri : Les Puits.

Mises à prix :

1^{er} lot..... 5,000 fr.

2^{de} lot..... 10,000 fr.

S'adresser :

1^{er} Audit M^{re} Caron.

2